

- **Nom**  
Dupuis Cathy, enseignante lettres-hist, Dumoulin Murielle, enseignante-doc, Colombo véronique, inf, Dumas cécile et Hagmann-vial Hélène, CPE et ref vie lycéenne
- **Prénom**  
cathy, murielle, véronique, cécile et hélène
- **Adresse**  
Lycée Professionnel Charles Mongrand, 13110 Port-de-Bouc
- **Raison sociale**  
Lycée Professionnel Charles Mongrand, Education Nationale

### **Informations pratiques**

- **Intitulé de l'activité**  
consultation citoyenne sur l'Europe: "Simone Veil : et après?"
- **Description de l'activité**  
A partir de la projection du film "la loi" de Christian faure, participation aux débats citoyens qui se sont déroulés sous la forme de tables rondes conduites par des intervenants concernés par la thématique.
- **Date et heure**  
le vendredi 28 Septembre 2018 de 8h30 à 16H30
- **Lieu**  
Lycée professionnel Charles Mongrand, Port-de-Bouc
- **Nombre de participants**  
50

- **Catégories de publics présents**  
Lycéens de 2de, 1ère et term BAC et 2de et term CAP
- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**  
Madame Carmona (planing familial), Madame Hamidi (Association femmes solidaires), Madame Santoru-joly (élue aux droits de la personne et de la citoyenneté), Mme Gallina (élue à l'égalité entre les femmes et les hommes) et Madame Fernandez (Maire de Port-de-bouc)

## Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**  
la gestion des naissances par les femmes en France et en Europe, l'importance de la valeur d'égalité hommes/femmes en France et en Europe et l'engagement des femmes en politique en France et en Europe
- **Questions / attentes / problèmes soulevés**  
Comment développer une culture de l'égalité de genre? Comment obliger les médecins à ne pas invoquer la clause de conscience relative à l'IVG? Comment renforcer la laïcité dans le domaine privé?
- **Pistes de proposition formulées**  
Après les lois de 2001 et 2015 sur la parité, les élèves proposent une application effective et visible. Ils suggèrent la création d'un "vrai statut de l'élue" qui permettrait à une femme d'être indépendante financièrement pour assumer leur mandat. Ils proposent le droit à l'IVG pour les mineures en France ainsi que l'impossibilité de remettre en cause ce droit. Ils estiment même que la France pourrait être un pays moteur en Europe pour faire évoluer le droit des femmes. Ils proposent aussi l'inscription au calendrier d'un jour férié européen qui célébrerait le droit des femmes. Enfin, concernant les moyens contraceptifs, les jeunes demandent le remboursement total de ceux-ci.

## Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**  
Accueil très favorable de la consultation, même si la date n'est pas propice. attente d'un retour du traitement des réponses et comment elles vont être prises en considération concrètement.